



## Le challenge du Capital investissement en Afrique

Président de Kusuntu Le Club, Jean Luc Koffi Vovor revient dans cette brève contribution sur le challenge du capital investissement en Afrique. La mobilisation des fonds passe par les fonds de pension, les banques privées et, entre autres, les grandes fortunes.

**L'**activité des fonds en Afrique gagne en reconnaissance et la communauté des investisseurs et firmes de services aux fonds de private equity en France passe d'un mode d'écoute passif vers un mode d'écoute plus actif, ce qui est encourageant. Jean Luc Koffi Vovor, président de Kusuntu Le Club, organe dédié à la promotion de l'Afrique auprès des investisseurs, fournit des éclairages dans ce sens. De son avis, les challenges demeurent cependant :

1- La mobilisation plus effective aussi bien en Afrique que de part le monde des investisseurs non DFI's c'est-à-dire les fonds de pensions, les banques privées et grandes fortunes, les fonds de fonds ainsi que les banques et compagnies d'assurance qui, ces dernières, sont sévèrement impactées par les nouvelles règles prudentielles édictées depuis l'entrée en crise économique.

2- La problématique du financement des PME et des start-ups, pour lesquelles les solutions actuelles ne sont pas satisfaisantes.

3- Le nombre et la qualité du pipeline (dossiers d'entreprises candidates).

4- La nécessité de coopération plus étroites entre les marchés boursiers africains et les fonds de private equity afin d'imaginer et offrir des solutions attractives de sortie en bourse.

Dans ses recommandations, le G20 sous présidence française, a souligné l'intérêt des nouvelles technologies pour mobiliser des capitaux vers les projets et entreprises africaines. Il existe en effet un gisement réel pour



Jean Luc Koffi Vovor, président de Kusuntu Le Club

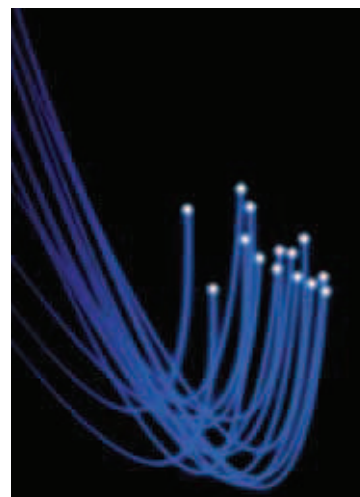
la levée de fonds auprès des privés et africains de la diaspora, notamment grâce au «crowdsourcing». Ceci se heurte néanmoins à deux considérations majeures :

1/le coût de la structuration (coût de structuration juridique, coût de banque dépositaire, coût supervision des investissements et reporting, etc).  
2/ mais surtout la nécessaire mise à jour des réglementations d'appel à l'épargne publique dans les pays hôtes de la diaspora.

Enfin et pour ce qui est de l'espace francophone, il apparaît d'une manière générale, un besoin d'éducation des entrepreneurs à l'option de financement via le private equity avec l'acceptation et prise en compte des investissements nécessaires préalables à l'accueil d'un fonds. Il s'agit notamment des investissements dans une meilleure gouvernance, une mise en œuvre de gestions moderne et transparente, une prise en compte efficace des critères ESG requis par les investisseurs dans les fonds de private equity.

Luc Koffi Vovor

## Access Kenya Group investit en masse dans la fibre optique



Afin d'améliorer son offre haut débit, AccessKenya Group compte accroître ses investissements dans la fibre optique en 2013. Kris Senanu, Directeur général d'AccessKenya a confirmé des investissements de plus de 120 millions de shilling en 2013 en direction de solutions de fibre pour les entreprises au Kenya.

## Airtel achève sa mise à niveau

En partenariat avec Ericsson Bharti Airtel, fournisseur de services de télécommunications de premier plan avec des opérations dans 20 pays à travers l'Asie et l'Afrique, a entrepris la semaine dernière, un important programme de transformation de son réseau de bout en bout dans 16 pays africains. D'après les responsables de cet opérateur, il s'agit du plus grand chantier de ce type en Afrique. Les travaux concernent vont de la commutation à la radio, en passant par la gestion du réseau, les données, la charge, les plateformes et les systèmes de services aux consommateurs.

**Pour ce qui est de l'espace francophone, il apparaît d'une manière générale, un besoin d'éducation des entrepreneurs à l'option de financement via le private equity.**